



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SEPTEMBRE 2017

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	<i>04</i>
Séance du jeudi et vendredi 06 et 07 avril 2017	05
Séance du lundi et du mardi 26 et 27 juin 2017	07
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	<i>09</i>

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SEPTEMBRE – 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE**DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE**SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 06 ET 07 AVRIL 2017

N° 17-73-1 - PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL N°14-38-4 ET OCTROI D'UNE AVANCE REMBOURSABLE A L'ENTREPRISE LA CHOCOLATINE

05

SEANCE DU LUNDI ET DU MARDI 26 ET 27 JUIN 2017

N° 17-254-1 - PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT POUR LE RÈGLEMENT DU SOLDE DE CONVENTIONS INACTIVES

07

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 12 - PORTANT AVENANT À L'ARRÊTÉ N°2017- PAM- 7 DU 30 JUIN 2017 RELATIF À LA DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS

10

ARRÊTÉ N° 13 - PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA COMMISSION RÉGIONALE DE LA FORÊT ET DU BOIS DE MARTINIQUE

11

ARRÊTÉ N° 14 - PORTANT DÉSIGNATION DES CONSEILLERS À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE MEMBRES AU SEIN DE LA COMMISSION DE RÉFORME DES BIENS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

13

ARRÊTÉ N° 15 - PORTANT DÉSIGNATION DE DEUX REPRÉSENTANTS SUPPLÉMENTAIRES DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAPER) DE LA MARTINIQUE

14

ARRÊTÉ N° 16 - PORTANT DÉSIGNATION DES CONSEILLERS À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE RETRAIT D'AGRÈMENT DES ACCUEILLANTS FAMILIAUX POUR PERSONNES ÂGÉES OU ADULTES EN SITUATION DE HANDICAP

16



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170406-17-73-1-DE
Date de télétransmission : 16/10/2017
Date de réception préfecture : 16/10/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-73-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL N°14-38-4 ET OCTROI D'UNE AVANCE REMBOURSABLE A L'ENTREPRISE LA CHOCOLATINE

L'An deux mille dix sept, le six avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Catherine CONCONNE, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Fred LORDINOT, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU (pouvoir donné à Diane MONTROSE), Stéphanie NORCA (pouvoir donné à Christiane BAURAS), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°11-1433-2 portant adoption du dispositif d'aides aux entreprises (axe 1 et 2 de la réforme des aides régionales) ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-38-4 du 14 janvier 2014 portant octroi d'une avance remboursable à l'entreprise LA CHOCOLATINE ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la correspondance en date du 30 janvier 2016 par laquelle le gérant de la Chocolatine sollicite de la collectivité la substitution du bien porté en garantie pour l'avance remboursable consentie ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-38-4 du 14 janvier 2014, susvisée, est modifié comme suit :

« Une avance remboursable de deux cent mille euros (200 000 €), est attribuée à la société LA CHOCOLATINE au titre de l'aide aux entreprises en difficulté aux conditions suivantes :

- Durée 7 ans, 6 mois de différé,
- Taux de 2,5%,
- Prise d'une hypothèque sur bien immobilier sis 56 route de Moutte d'une valeur de 347 000 €.

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-38-4 du 14 janvier 2014 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 6 et 7 avril 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170626-17-254-1-DE
Date de télétransmission : 26/10/2017
Date de réception préfecture : 26/10/2017

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-254-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT POUR LE RÈGLEMENT DU SOLDE DE CONVENTIONS INACTIVES

L'An deux mille dix-sept, le vingt-six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET (pouvoir donné à Georges CLEON), Francine CARIUS (pouvoir donné à Gilbert COUTURIER), Catherine CONCONNE (pouvoir donné à Claude BELLUNE), Jenny DULYS-PETIT (pouvoir donné à Fred LORDINOT), Marie-Line LESDEMA (pouvoir donné à Louise TELLE), Raphaël MARTINE (pouvoir donné à Claude LISE), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR (pouvoir donné à Denis LOUIS-REGIS), Lucien RANGON (procuration à Marie-France TOUL), David ZOBDA (pouvoir donné à Kora BERNABE).

L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil et notamment les articles 2044 à 2058 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-8-1 du 25 février 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif notamment son article 1 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 21 juin 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le règlement par convention transactionnelle du solde de trésorerie des conventions inactives entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) sur divers dispositifs, et s'élevant à un solde global positif d'un million treize mille trois cent cinquante-neuf euros et quarante-neuf centimes (1 013 359,49 €) en faveur de la Collectivité.

ARTICLE 2 : Les titres de recette ci-dessous émis à l'encontre de l'Agence de Services et de Paiement sont annulés :

- N° 2014 - T700800000238
- N° 2014 - T700800000239.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 26 juin 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170907-2017-PAM-12-AR
Date de télétransmission : 08/09/2017
Date de réception préfecture : 08/09/2017

ARRETE N°2017 - 12 - PAM - 7 SEP. 2017
portant avenant à l'arrêté n°2017 - PAM - 7 du 30 juin 2017 relatif à la désignation
des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein de la Conférence des financeurs

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015 portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015 portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 portant délégation donnée au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu la délibération n°16-99-1 portant partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique et la Caisse d'Allocations Familiales;

Vu la convention cadre CV 21 07.16-0160 entre Collectivité Territoriale de Martinique et la Caisse d'Allocations Familiales de la Martinique ;

Vu l'arrêté n°2017- PAM - 7 du 30 juin 2017 portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Conférence des financeurs;

ARRETE

Article 1 : Le présent avenant complète l'arrêté n° 2017- PAM - 7 du 30 juin 2017 susvisé comme suit: Est désignée pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Conférence des financeurs :

- Madame Stéphanie NORCA dans le domaine de l'action sociale.

Article 2 : Le reste est sans changement

Article 3: Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressées.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170908-2017-PAM-13-AR
Date de télétransmission : 08/09/2017
Date de réception préfecture : 08/09/2017

ARRETE N°2017 PAM – 13 du ~ 8 SEP. 2017

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique
au sein de la Commission Régionale de la Forêt et du Bois de Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L113-2 et D113-11 à D113-14 ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt et notamment son article 67 ;

Vu le décret n° 60-406 du 26 avril 1960 relatif à l'adaptation du régime législatif et de l'organisation administrative des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ;

Vu le décret n° 2015-778 du 29 juin 2015 relatif aux commissions régionales de la forêt et du bois ;

Vu le décret n° 2016-1885 du 26 décembre 2016 relatif aux commissions de la forêt et du bois pour les collectivités d'outre-mer et modifiant certaines dispositions du code forestier ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu la délibération n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu l'arrêté n° 2017 PAM – 11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant la composition de la commission régionale de la forêt et du bois de Martinique présidée conjointement par le préfet et le président du conseil exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Commission Régionale de la Forêt et du Bois de Martinique, les conseillers à l'Assemblée de Martinique suivants :

Représentante titulaire

Madame Nadine RENARD

Représentant suppléant

Monsieur Denis LOUIS-REGIS.

Article 2: Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





République Française
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170915-2017-PAM-14-AR
Date de télétransmission : 15/09/2017
Date de réception préfecture : 15/09/2017

ARRETE N°2017 - PAM - 14 du 15 SEP. 2017

Portant désignation des conseillers à l'Assemblée de Martinique membres au sein de la commission de réforme des biens de la Collectivité Territoriale de Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 7211-1 à L. 7331-3;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu la délibération n°17-276-1 du 27 juillet 2017 de l'Assemblée de Martinique portant création de la commission de réforme des biens de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés au sein de la commission de réforme des biens de la Collectivité Territoriale de Martinique les conseillers à l'Assemblée de Martinique suivants :

- Monsieur Michel BRANCHI
- Monsieur Richard BARTHELERY.

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique

Yan MONPLAISIR



République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170915-2017-PAM-15-AR
Date de télétransmission : 15/09/2017
Date de réception préfecture : 15/09/2017

ARRETE N°2017 PAM- 15 du 15 SEP. 2017

Portant désignation de deux représentants supplémentaires de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt et notamment son article 67 ;

Vu le décret n° 90-187 du 28 février 1990 modifié relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitations agricoles ;

Vu le décret n° 2015-778 du 29 juin 2015 relatif aux commissions régionales de la forêt et du bois ;

Vu le décret n° 2016-1885 du 26 décembre 2016 relatif aux commissions de la forêt et du bois pour les collectivités d'outre-mer et modifiant certaines dispositions du code forestier ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-18 du 19 janvier 2016 portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu l'arrêté n° 2017 PAM 11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu les statuts de la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SAFER-Martinique du 16 juin 2017, après avis favorable de son conseil d'administration réuni le 28 avril 2016 ;

Considérant la décision d'attribution de deux sièges supplémentaires au sein du conseil d'administration de la SAFER à la Collectivité Territoriale de Martinique, pour tenir compte du nombre d'actions détenues au capital social de la société ;

Considérant la demande faite par la SAFER par courriers des 6 juin 2017 et 04 septembre 2017 :

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique, et en complément des conseillers déjà désignés par délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-18 du 19 janvier 2016, les conseillers territoriaux suivants :

- Monsieur Lucien ADENET
- Madame Catherine CONCONNE.

Article 2 : Les représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique sont les suivants :

- Monsieur Gilbert COUTURIER
- Madame Nadia LIMIER
- Madame Nadine RENARD
- Madame Kora BERNABE
- Monsieur Lucien ADENET
- Madame Catherine CONCONNE.

Article 3 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.




**Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR**



République Française
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20170928-2017-PAM-16-AR
Date de télétransmission : 28/09/2017
Date de réception préfecture : 28/09/2017

ARRETE N°2017 - PAM - 16 du 28 SEP. 2017

Portant désignation des conseillers à l'Assemblée de Martinique membres de la commission consultative de retrait d'agrément des accueillants familiaux pour personnes âgées ou adultes en situation de handicap

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 et L. 7211-1 à L. 7331-3;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L 131-1, L132-2 et suivants, L 441-1 et suivants 442-1, L 443-1 et suivants et R441-11 et suivants relative à la Commission Consultative de Retrait;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;

Vu la délibération n° 16-351-1 de l'Assemblée de Martinique du 23 novembre 2016 portant reconduction du dispositif de l'accueil familial pour personnes âgées ou adultes en situation de handicap, actualisation de la commission d'agrément des accueillants familiaux et institution de la commission consultative de retrait d'agrément ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés au sein de la commission consultative de retrait d'agrément des accueillants familiaux pour personnes âgées ou adultes en situation de handicap de la Collectivité Territoriale de Martinique les conseillers à l'Assemblée de Martinique suivants :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
- Madame Stéphanie NORCA	- Madame Christiane BAURAS
- Monsieur Raphaël MARTINE	- Madame Jenny DULYS-PETIT
- Madame Maryse PLANTIN	- Madame Louise TELLE

Article 2: Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE

